L’économie dirigée selon le FN rappelle une “période sombre de notre histoire”

20/07/2015 à 19h04

Dans son programme, le Front national propose d’encadrer les tarifs de biens de première nécessité. Une ineptie économique et politique selon Gaspard Koenig, président du Think tank Génération libre, et Emmanuel Combe, professeur d’économie pour lesquels une telle proposition rappelle une “période sombre de notre histoire”.

«*Les prix de certains produits alimentaires de première nécessité (lait, pain, sucre, beurre, farine, etc.) feront l’objet d’un encadrement légal», tandis que «l’Etat réglementera les tarifs de l’électricité et du gaz, imposera des tarifs plafonds à tous les opérateurs des transports publics locaux.*» Ces lignes audacieuses ne figurent ni parmi les mesures d’urgence d’un pays en guerre ni dans les propositions de Syriza à l’Eurogroupe, mais sur le site du Front national, qui souhaite donc réglementer, entre autres, le prix du pain. […]

> *Le FN, pourtant si attaché aux symboles de l’identité nationale, veut-il nous priver de baguette ?*

La réglementation généralisée des prix n’est, en réalité, que le symptôme d’un projet économique dirigiste, et centré sur le rejet de la concurrence, forcément «bruxelloise» et «dogmatique». Le FN prône tour à tour le rétablissement des tarifs douaniers, la fin de l’indépendance de la Banque de France, la création d’une commission de planification, la réindustrialisation à marche forcée, et même la renationalisation des banques. Bref, un retour à l’économie administrée.

Le dirigisme économique est toujours le frère jumeau de l’autoritarisme politique. Ce n’est pas un hasard si le système de contrôle des prix est né en France sous Vichy, avec la charte des prix d’octobre 1940. Souvenons-nous du discours de Pétain du 11 octobre 1940 où, invoquant «la faillite universelle de l’économie libérale»,il expliquait aux Français que l’économie devait être «organisée et contrôlée», et «subordonnée à l’intérêt national».